

YAOUANKIZ

Le mag' des Jeunes Bretons

DOSSIER

Elections Régionales Dilennadegoù Rannvro

Le CR, d'un instrument budgétaire à un instrument politique

Les transports, échec de la gestion socialiste

Art et culture : le bilan

L'enseignement en crise ?



ENTRETIEN
**Emile
Granville**



ENTRETIEN
Stered



COMMENT CA MARCHE ?
Président du Conseil Européen



Sommaire / Edito	2
Actu Jeunes Bretons	3
DOSSIER : Elections Régionales	4
Comment ça marche ? Le Président du Conseil Européen	11
Entretien : Stered	12
Entretien : Emile Granville	14
Les Jeunes Bretons	16

Pennad-stur *edito*



Quels enjeux pour les régionales ?

C'est parti ! Pour les régionales de mars 2010, le PB a choisi de prendre place au sein de la liste d'union Nous te ferons Bretagne, regroupant des élus, personnalités et militants de gauche, écologistes et démocrates. Emmenée par le maire de Carhaix Christian Troadec, elle se présentera sur les 5 départements bretons.

C'est la première fois qu'une liste indépendante des partis français, intégrant une composante nationaliste, va à des élections supra locales dans une vraie perspective de succès, sans avoir à choisir entre une alliance à la remorque idéologique d'un parti français ou une perspective de développement à 20 ans. C'est une chance historique d'imposer un rapport de force autour de l'idée de développement d'un pouvoir breton. C'est aussi une responsabilité historique : certains élus de villes moyennes, certaines personnalités favorables à cette démarche osent désormais s'afficher pour « faire » la Bretagne. En cas d'échec, prendront-ils des risques une seconde fois ? Un échec de la liste Nous te ferons Bretagne pourrait nous ramener au point de départ, dans un contexte rendu encore plus défavorable par la loi de réforme des collectivités territoriales en gestation. Cette démarche concerne donc, au-delà des étiquettes, toutes les personnes qui souhaitent le développement de la Bretagne sur les modèles de l'Ecosse ou de la Catalogne. Quels points de rassemblements ? Notre liste mettra en avant une véritable politique de maintien des services de santé au niveau local, sur le modèle du maillage local catalan plutôt que celui du désert rural français. C'est une liste écologiste, qui aura la volonté politique d'arracher les compétences nécessaires pour permettre au Conseil régional de mettre en place un projet fort de protection de l'environnement. Elle donne toute sa place à une composante démocrate qui ne se place pas dans l'unique perspective des présidentielles de 2012, et intègre totalement les principes d'intégration européenne et de démocratie locale qui sont au cœur de notre sensibilité. La démarche Nous te ferons Bretagne se veut une synthèse de ces sensibilités, pour une Bretagne émancipée, écologique, solidaire et entreprenante. Les jeunes du Parti breton y tiendront toute leur place, comme militants et comme candidats.

Kevin Jézequel

Actu des Jeunes Bretons

Keleier Ar Vretoned Yaouank



Un Jeune Breton offrant des algues vertes au ministre de l'Environnement

Rentrée politique sous le signe des algues vertes.

Septembre a été marqué par les questions de pollution aux algues vertes du littoral breton. Après les catastrophes sanitaires de cet été, la société civile bretonne s'est mobilisée largement autour de la question des pollutions des eaux. Comme le reste du Parti Breton, les Jeunes Bretons ont pris part à cette mobilisation, pour mettre en avant nos propositions sur cette question. En effet on connaît les réponses à apporter au problème depuis des années. La solution au problème des algues vertes est institutionnelle : il faut que la Bretagne puisse réglementer ses activités agricoles et littorales, dans le cadre européen, comme le font d'autres pays. Il y a un consensus sur les politiques à mener pour éviter les pollutions aux algues vertes. Le problème est l'incapacité pour la Bretagne de faire ce qui est nécessaire pour elle.

C'est pour mettre en avant ces idées que des JB se sont rendus le 27 septembre à Paris, au ministère de l'environnement, pour remettre au ministre français Jean-Louis Borloo un petit souvenir de Bretagne : un paquet d'algues vertes toutes fraîches. L'action a bien été relayée médiatiquement, plusieurs journalistes étaient présents sur place.

Le lendemain, le PB et les JB étaient tout logiquement présents à la manifestation à Hillion contre les pollutions par les algues vertes. Près de 2 000 personnes ont pris part au rassemblement qui a lui aussi été bien relayé médiatiquement.

Déplacement en Euskadi

Le même week-end, une délégation des JB étaient présents au Pays Basque à l'Alderdi Eguna, la grande fête du Parti Nationaliste Basque. Le programme a commencé le vendredi après-midi, avec plusieurs interventions, dont Joseba Egibar, président du parti pour la province de Guipuzcoa. La soirée s'est terminée par un concert donné spécialement pour les jeunes d'EGI. Ce fut un moment privilégié pour les deux représentants des Jeunes Bretons présents de renforcer les liens déjà forts qu'ils entretiennent avec les Basques, mais aussi avec les Catalans de la coalition nationaliste Convergence et Union (CiU). Le temps fort a eu lieu comme d'habitude le dimanche. Les Jeunes Bretons ont défilé au milieu de 100 000 sympathisants d'EAJ-PNV. Le président d'EAJ-PNV, Iñigo Urkullu, a prononcé un discours qui a surtout attaqué l'« alliance contre-nature » au Pays Basque entre les socialistes et le Parti Populaire, conclue en mai dernier pour prendre le pouvoir après avoir promis l'inverse pendant la campagne électorale. Il est possible d'en tirer un enseignement pour la Bretagne : il n'est pas possible de faire confiance à des partis dirigés de l'extérieur.

Lancement de la campagne électorale

A la convention de Rennes du mois d'octobre, les JB ont présenté une série de propositions pour les élections régionales de mars 2010. Puis ils ont préconisé une alliance avec d'autres forces politiques engagées pour la Bretagne et avec lesquelles il puisse y avoir convergence des projets. C'est dans cet esprit que le 5 décembre le Parti Breton a annoncé qu'il rejoindra la liste « Nous te Ferons Bretagne » emmenée par le maire de Carhaix, Christian Troadec. Nous sommes particulièrement satisfaits de voir la constitution d'une vraie dynamique symbolisée par l'engagement d'élus, de personnalités d'ouverture mais aussi de militants de tous les secteurs de la société dans le cadre d'une union de la gauche, d'écologistes et de démocrates, pour une Bretagne « solidaire, écologique et entreprenante ».

Tout logiquement, nous avons donc participé aux premières actions, dont le tractage à Rennes le 19 décembre dernier, en compagnie de Christian Troadec et d'Emile Granville, porte parole du Parti Breton, qui sera tête de liste en Ille et Vilaine. Plusieurs membres des Jeunes Bretons seront présents aux élections sur cette liste d'union.

Conseil régional de Bretagne : un nain politique

Il paraît que la France est un pays décentralisé. Mais quand on y regarde de plus près, il y a encore beaucoup de chemin à faire avant que la Bretagne puisse se comparer au Pays Basque ou à l'Ecosse !

C'est en 1982, avec la première phase de décentralisation initiée par la gauche, qu'ont été créés les Conseils régionaux en France, et parmi eux le Conseil régional de Bretagne administrative. La décentralisation a connu un « acte 2 » en 2004, cette fois-ci sous un gouvernement de droite. Cependant, malgré tous ces développements glorifiés par le PS et l'UMP, force est de constater que la Bretagne demeure un nain politique face à des « régions » comme le Pays Basque, l'Ecosse ou le Pays de Galles. Mais qu'est-ce donc qui permet de l'affirmer ?

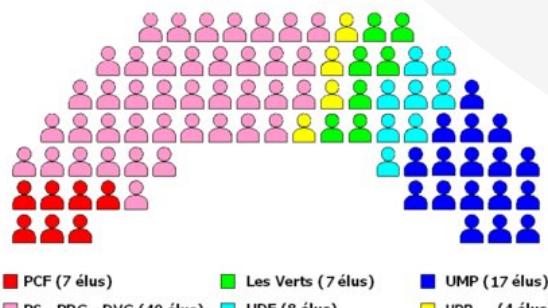
Le Conseil régional dispose de deux moyens principaux d'action : la règle (voie juridique) et l'argent (voie financière).

Des décisions encadrées

Du point de vue juridique, la faiblesse du Conseil régional est alarmante. Les règles qu'il peut adopter ne concernent que quelques domaines bien particuliers (développement économique, formation professionnelle, transports essentiellement), et sont de toute façon contraintes par les lois votées à Paris. A l'inverse, le Parlement écossais peut voter des lois différentes de celles adoptées à Westminster.

On peut noter que le Conseil régional n'a aucune compétence sur un domaine aussi stratégique que le contenu des programmes dans l'éducation. En outre, toutes les décisions sont soumises à un contrôle de légalité par les préfets, c'est-à-dire par des organes directement nommés par Paris. Il n'est pas nécessaire d'être juriste pour comprendre que les lois sont suffisamment flexibles pour qu'on puisse les interpréter d'une façon... ou d'une autre. Ainsi l'État peut le plus souvent donner tout à la Région. Enfin, la plupart des décisions doivent être prise en concertation : il s'agit de contrats, de conventions ou de schémas. Ici encore, l'État ne se dérange pas pour orienter les décisions selon son bon vouloir.

Conseil Régional de Bretagne
(2004-2010)



Un budget risible

Au point de vue financier, la situation n'est guère meilleure. Le budget 2009 du Conseil régional de Bretagne s'établit à 1 milliard d'euros, ce qui peut sembler beaucoup, mais équivaut en fait au budget d'une agglomération comme Rennes (ville et agglomération). A titre de comparaison, le budget du gouvernement écossais s'élève actuellement à 29 milliards de livres sterling. En outre, les interventions financières sont elles aussi encadrées par l'État français. Une manière efficace pour ce dernier de maintenir la mainmise sur les investissements régionaux est le contrat de projets État-Région, dont la version actuelle s'étend de 2007 à 2013. Ce contrat prévoit les investissements de l'État et de la Région sur toute cette période dans de nombreux domaines : recherche, industrie, environnement, culture, transports... Il est à noter que l'on y trouve notamment le financement de la très coûteuse et très peu pertinente ligne à grande vitesse Paris-Rennes (cf article transports). Enfin, une grande partie du budget régional dépend en réalité de l'État, et même les ressources fiscales sont encadrées.

Une situation intenable

Au final, que fait le Conseil régional de Bretagne au quotidien pour vous ? Chèques-livres, organisation des trains express régionaux, investissements dans vos lycées, quelques subventions par ci par là pour la langue bretonne, quelques aides économiques ou écologiques... Le tout très sympathique, mais rien qui ne relève vraiment d'un réel choix politique. Normal, puisque tous les enjeux stratégiques sont gardés jalousement par Paris : fiscalité, police, recherche, éducation, justice, pêche...

Pour le Parti Breton, cette situation doit changer, et les Bretons doivent pouvoir décider dans tous les domaines qui les concernent directement. Car une bonne décision est une décision adaptée au territoire auquel elle s'applique, et non pas une décision imposée de l'extérieur.

Aleksandr Ar Gall

Transports : le réseau plutôt que la mégalomanie

La compétence sur les transports est l'un des principaux axes d'intervention du Conseil Régional. La majorité socialiste actuelle a mis en avant de nombreux projets en ce domaine. Mais est-ce vraiment une réussite.



Avec la dévolution de la gestion des trains express régionaux (TER) aux Conseils Régionaux en 2002, la gestion des transports s'est considérablement régionalisée. D'ailleurs, il ne s'agit que de la partie immergée de l'iceberg, car la Région a aussi son mot à dire sur certains ports et aéroports. On pourra surtout retenir du mandat de Jean-Yves Le Drian la mise en œuvre de deux projets pharaoniques : la ligne à grande vitesse (LGV) Paris-Rennes et l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, deux réalisations regrettables à plusieurs titres.

La LGV : quand les politiques déraillent

Tout d'abord, concernant la ligne à grande vitesse Paris-Rennes, elle nous est vendue comme le grand projet pour l'imperceptible « Ouest ». Il est intéressant de noter que les financements sont inscrits dans le contrat de projets Etat-Région 2007-2013, préparé par M. Le Drian et... Mme Bernadette Malgorn, celle que l'UMP veut parachuter consul général de Bretagne ! D'autres financements proviennent des fonds européens, et plus précisément du FEDER. Quant aux collectivités bretonnes, elles financeront à hauteur de 1,1 milliard d'euros (sur un total de 3 milliards pour les travaux). Tant d'argent pour quoi ?

Pour réussir à « mettre » Rennes à 1h27 de Paris, et Quimper et Brest à 1h45 de Rennes. Ceux qui utilisent le train en Bretagne voient déjà l'arnaque : tout ça pour diminuer le temps de voyage en Bretagne d'un quart d'heure ? En réalité, l'effet de cette LGV sera essentiellement de rapprocher Rennes de Paris, voire de placer Rennes en banlieue de Paris. Avec tous les effets pervers qui ont été observés à Tours ou au Mans : spéculation immobilière, transformation en ville pavillonnaire... Et qu'en est-il des bénéfices économiques escomptés ? De nombreux scientifiques, comme le géographe Jean Ollivro ou l'économiste Olivier Bouba-Olga démontrent que le TGV n'a pas pour effet d'équilibrer le développement économique, mais bien de le déséquilibrer au profit des agglomérations déjà puissantes. Donc ici, Paris, et Rennes. Il est donc à prévoir que l'Ouest de la Bretagne soit encore plus marginalisé qu'actuellement, plus éloigné de Rennes que Rennes ne le sera de Paris ! Loin d'être une avancée, la LGV devrait donc être une catastrophe pour la Bretagne.

Quel dommage, quand on pense à tout ce qui aurait pu être financé avec l'argent de la LGV : amélioration du réseau TER, développement de pôles multimodaux bilingues français-breton, tarifs encore plus préférentiels pour les jeunes... A l'heure actuelle, les liaisons ferroviaires Nord-Sud sont presque inexistantes en Bretagne, et il est presque impossible de relier Brest à Nantes en une seule journée. Quel paradoxe quand on sait que Mme Malgorn voulait contribuer à développer la métropole brestoise : elle n'aura fait que l'isoler encore plus. Mais sur les promesses, M. Le Drian n'est pas en reste, lui qui nous avait promis le bilinguisme dans les TER. Il faudrait également souligner la discrimination tarifaire existant entre les Bretons : en Loire-Atlantique, les mêmes tarifs ne sont pas applicables !

L'aéroport Notre-Dame-des-Landes : totalement à l'Ouest

Deuxième projet démesuré : l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, administrativement appelé « aéroport du Grand Ouest » (non, pas Far West, mais pas loin). Un chantier colossal mené par les services préfectoraux de Nantes, selon eux pour renforcer l'attractivité du « Grand Ouest » et favoriser son désenclavement. Du fait de sa situation, il doit permettre de relier Rennes, Nantes et Angers, pour la bagatelle de 3 milliards d'euros (soit ce que coûte habituellement un aéroport), avec une participation des institutions de toute la Bretagne. Mais l'Ouest de la Bretagne, me direz-vous ? Quelle personne sensée peut raisonnablement croire qu'un Trégorrois fera le déplacement jusqu'à cet aéroport pour ses déplacements ? Il préférera aller à Paris en avion ou en train. D'ailleurs, le projet est largement dépassé par les événements : l'avion est en perte de vitesse depuis que l'on accorde toujours plus d'attention à l'environnement. Il est prévisible que son emploi tende à se limiter aux très grandes distances, pour traverser l'Atlantique par exemple. Du coup, c'est encore l'argent des Bretons qui est jeté par la fenêtre !

Des alternatives plus utiles et moins coûteuses

Alors que ce ne sont pas les alternatives qui manquent : renforcer le transport maritime de marchandises et de voyageurs, par exemple, ou bien bâtir une ligne à grande vitesse Quimper-Bordeaux qui permettrait de relier l'Espagne. Ce dernier projet permettrait de développer un axe de transport le long de l'Atlantique. Il pourrait s'appuyer sur un axe prioritaire déjà développé en partie : le projet n°06 (ligne Sud-Europe-Atlantique) qui vise à relier la péninsule ibérique au reste de l'Europe. Une partie de cet axe part de Lisbonne, rejoint Madrid, le Pays basque avant de prendre la direction finale de Paris en passant par Bordeaux, Angoulême et Tours. Il est tout à fait envisageable de raccorder une ligne LGV venant de Brest à celui déjà existant à partir d'Angoulême ou de Bordeaux. Par exemple, il ne serait donc pas nécessaire de construire seulement qu'une ligne LGV entre Brest et Angoulême, passant par Lorient, Vannes, Nantes et La Rochelle.

Ces deux projets ont été identifiés comme prioritaires par l'Union Européenne, mais cela ne semble préoccuper ni l'Etat français ni la majorité socialiste au Conseil Régional.

Au niveau plus local, il est nécessaire de développer des liaisons « transversales » afin de relier des parties de la Bretagne totalement coupées les unes des autres. On peut améliorer le tronçon Nantes-Rennes, axe économique important. Il conviendrait également de développer les liaisons Rosporden-Carhaix-Guingamp à partir de l'existant, mais aussi, désenclaver le Centre-Bretagne avec une ligne Saint-Brieuc-Pontivy-Vannes et/ou Saint-Malo-Pontivy-Vannes. La Bretagne aurait ainsi une structuration interne réelle, qui lui garantira un développement endogène et une réelle efficacité pour son économie.

Il est donc urgent de réorienter les priorités en Bretagne en ce qui concerne le transport, afin d'éviter de détruire l'important maillage de villes moyennes qui fait notre force. Appuyons-nous sur nos particularités plutôt que d'appliquer des schémas copiés de la région parisienne !

Alexandr Ar Gall et Rémi Le Roux

Arts et cultures : bilan off de 6 ans de « politique » régionale.

Grand théâtre de Lorient, 9 Décembre 2008. Plusieurs centaines de professionnels et d'associatifs de la Culture en Bretagne sont rassemblés à l'occasion du bilan des journées rencontres autour de la politique culturelle régionale. Présenté comme un rapport d'étape, ce rendez-vous a pourtant valeur de bilan à une année de la fin du mandat.

A la sortie, on décrit une journée surréaliste : les dirigeants régionaux ont fait meubler la plus grande partie du temps de parole avec des présentations de projets ou d'actions par des artistes, histoire d'éviter les critiques gênantes. A la suite du bilan piloté par Mme Sylvie Robert, vice-présidente déléguée à la culture, pas une seule fois la parole n'a été laissée aux acteurs présents, qui se sont uniquement vu gratifié de la parole du maître. Un membre de la majorité régionale, mal à l'aise dans ses baskets, botte en touche en affirmant que « ce n'est pas la politique culturelle du Conseil régional, c'est la politique parisienne de Sylvie Robert ». !?. L'idée de rencontres débats avec les acteurs semblait pourtant une bonne idée.

Et pourtant, en 2004, à l'élection de l'équipe Le Drian, on se disait qu'il serait difficile de faire pire que la droite de De Rohan. Comment en est-on arrivé à une ambiance aussi délétère ? Bilan off d'une politique culturelle qui a réussi le tour de force de mécontenter à peu près tous les acteurs.



Guggenheim Bilbao exemple de politique culturelle qui marche

Une gestion culturelle et artistique désastreuse :

- Un soutien inexistant aux projets sur le territoire : Une aide financière souvent symbolique ; un soutien technique et de conseil quasi absent actuellement. Une volonté de co-créer avec les artistes, d'accompagner les projets au lieu de poser des demandes strictes qui reste un vœu pieu sans personnel pour remplir cet objectif.
- Une « politique » sans ligne directrice : Aucun critère d'évaluation des projets, donc aucun moyen clair de distinguer les projets artistiques particulièrement innovants ou ambitieux et aucun moyen de fédérer autour d'un projet de développement.
- Un véritable clientélisme : une opacité dans le choix de répartition des subventions au détriment, entre autres, des acteurs culturels et artistiques s'occupant de la culture traditionnelle bretonne ou d'expression bretonne.

Une absence de prise en compte des spécificités bretonnes :

- Une « culture bretonne » instrumentalisée : le nouveau Conseil Culturel de Bretagne, simple commission consultative sans pouvoir ; des nouvelles conventions triennales avec les Festivals de Bretagne qui risquent de normaliser le contenu de ces vitrines de la culture en Bretagne.
- Folklorisée : une dimension linguistique évacuée des politiques culturelles globales.
- Et servie par un budget dérisoire : la place donnée aux expressions culturelles bretonnes spécifiques reste extrêmement limitée : moins de 10% des budgets culturels.

Une absence de projet global pour la culture en Bretagne :

- La communication à Paris comme unique cache misère pour l'absence de prise en compte de l'identité culturelle bretonne : un important investissement financier lors de la Breizh Touch' ou de la finale de football Guingamp-Rennes, qui valorise l'identité culturelle bretonne, ce qui est déjà un pas positif pour l'ambiance générale
- aucun équipement majeur structurant en termes culturels n'aura vu le jour à l'initiative du Conseil régional en 6 ans ; aucun projet de média audiovisuel public propre alors que la télévision est un support majeur de la création et de la vie culturelle. Pendant ce temps, la Corse a obtenu la chaîne télé publique Via Stella.
- une apathie du Conseil régional au moment où l'Etat lâche du lest (à travers notamment la réduction drastique des subventions versées par la Direction Régionale des Affaires Culturelles). Et donc une incapacité et une absence de volonté à prendre le relais au plan financier alors que professionnels et associatifs se trouvent en difficulté, et que l'institution régionale a une occasion unique de prendre toute sa place dans les politiques culturelles.

Fermée aux artistes, fermée à la spécificité et la diversité bretonne, fermée aux exemples de succès à l'étranger, servie par un budget dérisoire au vu des objectifs – 36M€ en 2009 entre la culture et les sports- La politique culturelle de la Région menée depuis 2004 par Mme Robert reste au final un mauvais décalque de ce qui se fait à Paris et dans d'autres régions françaises.

Peut-on attendre une évolution de cette politique si la majorité sortante PS –Europe Ecologie conserve la majorité en l'état en 2010 ? Le bilan culturel de Mme Robert a été validé par la majorité : celle-ci sera tête de liste PS en Ille-et-Vilaine et conserverait son mandat. Vu son triple engagement, à la région, à Rennes métropole (vice-présidente à la culture) et au Parti Socialiste (responsable thématique nationale à la culture), elle n'aura pas plus de temps qu'avant à consacrer à la politique culturelle en Bretagne.

Quelles orientations innovantes une majorité nouvelle ou renouvelée pourrait-elle apporter? L'expression artistique et l'action culturelle associative sont en Bretagne malgré tout particulièrement créatives, riches et proches du public. Elles doivent maintenant être soutenues de façon forte par les institutions dans l'objectif de faire de la Bretagne un pôle d'excellence au niveau européen. Dans ce but, il sera indispensable de faire pression de toutes les manières possibles pour obtenir le transfert des compétences de l'Etat en matière culturelle et artistique vers une collectivité bretonne réunifiée. En attendant cette évolution et pour la faciliter, le conseil régional de Bretagne doit impérativement assurer, à partir de 2010, un véritable rôle fédérateur dans le cadre d'un projet de développement culturel global clairement défini, ni régionaliste, ni élitiste, mais ambitieux, au service des artistes et de la population.

Kilian Gastinger



Siège d'ETB télévision publique basque

Enseignement, besoin de carottes ?

Il y a peu de temps, le ministère de l'éducation se proposait de rémunérer les collégiens et les lycéens pour qu'ils veuillent bien aller en classe. Au regard de cette proposition « nationale », il paraît utile de rappeler que la Bretagne est, selon une formule connue, « l'académie de toutes les réussites » et que cette réussite n'a jamais été dépendante de quelque « carotte » financière !



La réussite scolaire bretonne doit bien au contraire être rapportée à plusieurs caractéristiques de notre pays tel que les bretonnes et les bretons l'ont modelé. Ces caractéristiques ont notamment été décrites et commentées par Jean Ollivro (*Les paradoxes de la Bretagne*, 2005) :

- la forte implication des familles dans le système éducatif,
- l'importance accordée à l'apprentissage précoce (dès 2 et 3 ans),
- l'émulation issue de la concurrence entre l'enseignement public et l'enseignement privé,
- le cadre de vie offert aux élèves et aux enseignants, le plus souvent dans des établissements à taille humaine,
- le système de valeurs transmis par les familles et par les enseignants.

Aujourd'hui, les régions, et donc la région Bretagne, sont en charge des lycées (pour la construction et le fonctionnement courant), partiellement des bâtiments universitaires (par délégation) et sont appelées à donner « leur avis » sur « les aspects régionaux de la carte des formations supérieures et de la recherche ». Voilà ce qui est concédé aux régions. Mais sur le système d'enseignement lui-même, sur le recrutement et la carrière des enseignants, les horaires, les programmes... Aujourd'hui, rien ! L'État décide, l'État impose un système pour une large part voué au renouvellement de son élite.

Il serait vain d'espérer, au sein de la prochaine assemblée régionale, une dévolution des compétences en matière d'enseignement. C'est peu dire que la marge de manœuvre sera réduite et le rôle des élus sera, justement, de réclamer à tout moment et en tout lieu une véritable compétence régionale pour les écoles, collèges et lycée, compétence qui permettra un jour, en Bretagne, une organisation décentralisée et autonome, avec :

- un tronc commun défini au niveau de la Bretagne (comment ne pas admettre la nécessité d'un « autre » programme d'Histoire, par exemple ?)
- des modules définis localement (par exemple, au niveau des Pays).

Une forme de « décentralisation » interne à la Bretagne pourra certainement, déjà, être retenue par le futur Conseil régional. Il serait juste que les choix de financement, de soutien, de construction ou de restructuration, mais aussi les choix « pédagogiques » ne soient pas seulement décidés d'en haut, mais au plus près des Pays et de leurs acteurs.

Les élus du conseil régional devront avoir pour tâche, par exemple, de rappeler, autant qu'il sera nécessaire, que la décision d'ouvrir une classe de breton, à Bruz où ailleurs, doit être du ressort des acteurs locaux (élèves, enseignants, parents d'élèves, élus locaux) !

Le droit à un enseignement du breton et du gallo est un droit qui appartient à tous les Bretons ; tous les jeunes bretons doivent également pouvoir bénéficier d'un enseignement d'anglais précoce, efficace ; l'accès aux autres langues doit être rendu possible. Soyons inventifs (et de ce point de vue le rôle du Conseil régional peut être important) : la Bretagne a toujours été en pointe dans le domaine des techniques de l'information et de la communication ; il est aujourd'hui possible d'offrir par visioconférence des cours, par exemple de grec ancien, à un ensemble d'élèves plus ou moins isolés. On ne choisira plus de faire du grec ancien pour pouvoir s'inscrire dans tel ou tel lycée renommé, on choisira le grec parce qu'on le souhaite et que c'est partout possible. Les techniques de pointe peuvent soutenir la démocratie...

Certaines de nos universités deviennent, nous dit-on, « autonomes ». Ne nous leurrons pas, « l'autonomie » accordée par l'État français n'a rien à voir avec ce que nous demandons, avec ce que la Région devra sans cesse réclamer avec nous : le transfert de toutes les compétences universitaires (mais aussi scolaires) à une Bretagne réunifiée.



Pour un enseignant-chercheur, pour un étudiant, n'importe quel séjour dans une université d'un autre pays d'Europe ou d'Amérique du Nord est une épreuve tant les conditions de travail, de recherche ou de vie sociale sont sans commune mesure avec ce qui existe (ou, souvent, n'existe pas...) en France ! On se demande s'il ne faudrait pas interdire les échanges... le retour est trop triste !

La Région se félicite de la constitution, en 2007, de l'Université Européenne de Bretagne . Ce pôle regroupe les universités, écoles d'ingénieurs et équipes de recherche présents dans la Bretagne administrative. Où sont les enseignants, les chercheurs, les 40000 étudiants de Nantes et Saint Nazaire ? Sans attendre une réunification future, la Région Bretagne se doit de mettre au premier rang de ses préoccupations les collaborations, non pas seulement, comme on le voit un peu aujourd'hui, entre Rennes et Nantes, mais entre toutes les universités bretonnes. Bien loin du projet jacobin de « métropole », projet de désertification de la majeure partie du territoire, l'avenir doit s'inscrire dans une approche multipolaire et équilibrée de l'aménagement universitaire et scolaire sur l' ensemble du territoire breton.

Jean-Pierre Angoujard

Professeur à l'université de Nantes, membre du Parti breton et candidat sur la liste Nous te ferons Bretagne en loire-Atlantique

Comment ça marche ?

Penaos ez a en-dro ?

Y a-t-il un Président de l'Europe ?

La nomination du premier ministre belge Herman Van Rompuy comme Président du Conseil Européen a pour une fois permis d'attirer l'attention médiatique sur ce qui se passe à Bruxelles. L'idée qui domine cependant est que l'Europe se serait choisi un Président, dépourvu de charisme, et que ça serait mauvais. Ce débat est en réalité superflu, et le poste, bien qu'il le puisse, ne doit surtout pas être sur-estimé !

Herman Van Rompuy n'est PAS le Président de l'Union Européenne...

Non, l'Union Européenne n'a pas de Président. Herman Van Rompuy a été nommé (officiellement élu) pour deux ans et demi Président du Conseil Européen, assemblée désormais officielle où tous les trois mois, les chefs d'Etat et de gouvernement se réunissent pour faire le point sur l'actualité. Il ne sort de cette assemblée aucune décision juridiquement contraignante. C'est de cette institution en apparence dépourvue de pouvoir que Herman Van Rompuy a été élu président. Ce Conseil, à ne pas confondre avec le Conseil des ministres, ne propose ni ne vote les règlements et directives (lois européennes), il « donne des impulsions », il oriente la construction européenne, attire (à tort) l'attention médiatique, et s'occupe surtout de politique étrangère. Herman Van Rompuy est le président d'une institution de l'Union Européenne, comme Jerzy Buzek est Président du Parlement Européen. Imaginons que la France n'ait pas de Président de la République, il ne viendrait à l'idée de personne de dire « Président de la France » pour parler du Président du Sénat.

... et c'est tant mieux !

Mais même si ce Conseil Européen, assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement, n'a pas de pouvoir législatif en théorie, c'est lui qui gère encore l'essentiel des décisions européennes. Ce qui est une très mauvaise chose, puisqu'il le fait au détriment du Parlement Européen, institution ayant une légitimité démocratique directe (car il ne s'agit pas non plus de dire comme le font sans rire certains, qu'une assemblée de chefs d'Etat et de gouvernement tous démocratiquement élus n'est pas démocratique). C'est ce Conseil qui propose le Président de la Commission Européenne, que le Parlement Européen approuve ensuite ou non, c'est lui qui monopolise l'attention sur les questions de politique étrangère, car cette dernière est (hélas !) encore gérée quasiment à l'échelle nationale.

Surtout, ces « impulsions » que le Conseil donne à l'UE prennent une place de plus en plus importante, qui fait que l'Union Européenne fonctionne encore beaucoup trop comme une simple organisation de coopération internationale, une mini ONU, légitimée indirectement, ce qui donne l'impression de décisions prises par dessus les citoyens.

Or cette place aurait été renforcée si le Conseil s'était donné un Président charismatique et connu. L'idée d'avoir un Président du Conseil fixe est en soi mauvaise, car elle renforce le Conseil comme acteur politique, et éloigne l'Union Européenne de la direction fédéraliste, seule valable pour avoir une Europe pleinement et directement démocratique. Nous ne voulons pas que les réunions des gouvernements fassent la pluie et le beau temps, surtout lorsqu'elles débouchent (il suffit de se rappeler la crise financière) sur une confrontation entre les égoïsmes nationaux. Tant mieux si le Conseil Européen ne se renforce pas, tant mieux si les citoyens européens ne s'identifient pas à Herman Van Rompuy, qui n'est pas notre Président, mais celui des 27 chefs d'Etat et de gouvernement.

Alors, faut-il tout remettre en question ?

Que les citoyens aient l'impression que l'UE est loin d'eux est explicable de façon simple (et systématique) par l'attitude que prend le Conseil, qui fait une lecture inter-gouvernementale des institutions européennes. Le cadre du Traité de Lisbonne n'est pas parfait, il doit être amélioré (initiative législative pour le Parlement Européen, fin de l'unanimité, etc...) même si il représente un progrès par rapport au précédent cadre institutionnel, celui du Traité de Nice. Mais il n'est écrit nulle part dans le Traité de Lisbonne que la Commission doit prendre ses ordres au Conseil Européen et non au Parlement Européen. Au contraire, il est tout à fait possible d'avoir un Parlement fort et une Commission qui lui est soumise, se comportant comme un véritable exécutif européen indépendant des gouvernements nationaux.

Le vrai Président de l'Europe doit être le Président de la Commission. Le cadre actuel permet déjà d'en faire une personne connue, à qui les citoyens puissent s'identifier, pour approuver sa politique ou la critiquer, comme tout chef de gouvernement. Barroso symbolise de ce point de vue une occasion manquée, mais ce n'est pas une raison pour se reporter sur Herman Van Rompuy, président d'une institution qui a montré son inutilité et sa dangerosité pour la construction européenne.

Juridiquement, Herman Van Rompuy n'est pas Président de l'Europe. Son manque de charisme fait qu'il ne risque pas de le devenir dans la tête des citoyens. C'est paradoxalement une très bonne nouvelle qui nous est venue de Bruxelles en novembre 2009.

Stéphane Dubois

Interview de Stered

par Rémi LE ROUX

Salut Ronan, peux-tu te présenter rapidement? (quel a été ton parcours jusqu'à présent?)

Bonjour, Je viens d'avoir 30 ans, je suis né à Ploemeur près de Lorient.

J'ai suivi des études de gestion à Rennes puis après avoir sillonné pendant un an l'Amérique Latine j'ai travaillé quelques années à Paris dans différentes sociétés et à différents postes. Le but était d'engranger un maximum d'expériences pour pouvoir un jour me mettre à mon compte.

J'ai toujours eu la volonté de vivre en Bretagne et m'investir dans un domaine qui ferait avancer la Bretagne en la valorisant.

Peux-tu nous présenter STERED l'entreprise que tu as créée?

STERED est une marque de vêtements urbaine et stylée à identité bretonne forte dont l'une des caractéristiques est de mettre en valeur la langue bretonne.

Nous avons vraiment eu envie de créer une marque classe dans laquelle se reconnaîtraient les Bretons, une marque qui pourrait par ailleurs servir de passerelle vers la richesse de ce que représente l'identité bretonne auprès de tous les bretons coupés de leur culture.

Quelles sont les raisons qui t'ont poussées à créer STERED cette année et à démarrer cette formidable aventure?

Il est important de concrétiser ses projets un jour, et nous avons estimé que c'était le moment : les choses se sont emboîtées les unes aux autres assez rapidement et la création est progressivement apparue comme une évidence.



Qu'est ce que cela t'as apporté personnellement et économiquement de mettre en valeur la Bretagne et le Breton? (Qu'est ce que représente pour toi la langue bretonne?)

Personnellement, une grande satisfaction, je m'implique à fond dans un projet qui a du sens à mes yeux. STERED est actuellement présent dans des boutiques de vêtement dans lesquelles la langue bretonne entre pour la première fois ! des magasins dans lesquels un client peut désormais trouver des vêtements avec des inscriptions en breton ainsi que des étiquettes et dépliants bilingues. Pour moi, donner de la visibilité à la langue bretonne et la mettre en valeur par le biais d'une marque moderne et stylée est une grande satisfaction.

Economiquement cela représente de gros emprunts et parfois pas mal d'interrogations. C'est normal, nous nous sommes lancés dans un secteur extrêmement concurrentiel avec des moyens relativement limités. Les marges sont assez basses car n'ayant pas encore de boutique en propre nous devons faire face à de nombreux intermédiaires. Néanmoins, le démarrage est conforme à nos prévisions.

Le challenge aujourd'hui est que tous les bretons s'approprient STERED et fasse vivre la marque.

Entretien

Atersadenn

Comment vois-tu l'avenir de STERED dans les années à venir?

A court terme, étoffer la gamme de vêtements et étendre le réseau de boutiques sur les 5 départements ; Puis à plus long terme, s'étendre au-delà des frontières.

Un de nos objectifs principaux est également à terme de parvenir à produire de plus en plus de choses en Bretagne. On s'y atèle depuis la création de la société. Mais c'est très compliqué pour des vêtements tels que les T-shirts pour lesquels le prix de vente doit rester équivalent aux autres marques qui produisent à l'étranger. Les Bretons ne sont pas prêts à mettre 40 € dans un T-shirt, c'est un principe de réalité dont nous sommes contraints de tenir compte pour que STERED vive.

Y a t'il eu des difficultés particulières à la création de STERED?

Non, pas particulièrement, les banques nous ont suivies et nous avons eu la chance de bénéficier du coup de pouce de l'Office de la langue bretonne dès la création de la société avec le prix de l'avenir de la langue bretonne.

À niveau administratif comment se sont déroulées tes démarches pour la création d'une entreprise?

Sincèrement l'aspect administratif de la création s'est déroulé pour nous comme une lettre à la poste. Maintenant pour des entrepreneurs qui n'ont pas de notions de gestion, la création peut ressembler à un parcours du combattant. Néanmoins il y a toujours un interlocuteur pour orienter et guider la personne, il suffit de le trouver. Aujourd'hui avec le guichet unique de la Chambre de Commerce, on trouve l'essentiel des informations et services dont un créateur a besoin.

Un autre point important est également de savoir s'entourer de professionnels compétents dans leur domaine lorsqu'on ne dispose pas de certaines compétences. C'est indispensable à la réussite du projet.

Selon toi quelles sont les qualités requises chez un chef d'entreprise, en particulier pour un jeune entrepreneur qui se lance en Bretagne, et quels sont les conseils que tu lui donnerais?

Il faut faire preuve de persévérance, les choses n'avancent pas tout seul et les retombées des actions que l'on peut mettre en place ne sont pas toujours à la hauteur de nos attentes.

Autre qualité fondamentale à mes yeux : le pragmatisme !

Je reçois parfois des conseils de la part de gens qui n'ont jamais monté une boîte et achètent sans se poser de questions des vêtements produits en Chine ou en Inde avec des inscriptions en anglais et qui m'expliquent qu'il faut absolument produire à 100% en Bretagne (ce qu'aucune marque ne fait), de produire bio ou encore de joindre un dépliant sur l'histoire de la Bretagne à chaque vente. Franchement si je pouvais le faire, en plus de lutter contre la guerre et la corrida, je le ferais... mais nous déposerions le bilan dans l'indifférence générale.

Il est indispensable pour nous de tenir compte des contraintes économiques qui nous entourent et donc ne pas se laisser influencer par ceux qui attendent beaucoup de STERED et se montrent beaucoup moins exigeants avec eux-mêmes. Curieusement si nous ne faisions rien pour la langue bretonne, ils feraient preuve de beaucoup plus d'indulgence...

Bon, il faut quand même reconnaître que d'une manière générale les Bretons accueillent très favorablement STERED et soutiennent la marque. Il semble qu'elle réponde à une attente forte de la population et ça nous rend très heureux.

Ronan, Trugarez.

Reiñ lañs d'an dilennadegoù Rannvro: Pennad-kaoz gant Emil Granville, mouezh aotreet Strollad Breizh.

gant Kevin Jezequel



Petra eo bet da vuhez stourmer ekologour?

Dedennet on bet ez-vihan gant an natur. Eus tu ma zad e oa kouerien gant tier-feurm bihan. Bet on bet gwenaner gant ma zad ha mont a raen da sivellañ er geunioù ives. E 1987 em boa krouet ur gevredigezh e Redon, Gwezenn hec'h anv, dres un nebeut devezhioù goude ar gorventenn vras he doa drastet kalz koadou e Breizh. Gant Gwezenn e oa prezegennou, kentelioù brezhoneg, kentelioù arz, plantadegoù gwez e parkeier kouerien ar vro. E 1989 em boa savet ul listennad evit mont d'an ti-kêr, "Redon, Breizh Ekologiezh" hec'h anv. Paket 6 % eus ar mouezhioù ganeomp, re nebeut evit bezañ dilennet avat. E 1992 em boa krouet Poellgor Geunioù Bro-Redon. 10 000 hektar a c'heunioù zo tro-dro ar Gwilen hag an Oud. Redon o vezañ bet aber diabarzh ar Gwilen a-raok na vije bet savet stankell Arzal e 1970 da virout ouzh ar mor da zont e diabarzh an douaroù, pelloc'h eget Redon zoken. Bodet em eus difennerien an natur, chaseourien, pesketerien, kouerien da zifenn ar geunioù a-gevret. Stourmet hon eus kalet betek ar bloavezhoù 2000 ken na voe doujet gwelloc'h ouzh ar geunioù gant an dilennidi. E darempred on bet enta gant an holl gevredigezhioù bras a zo o tifenn an dour, ar plant hag al loened e Breizh. Tremenet on ouzhpenn 10 vloaz o studiañ pizh kement enklask publik a oa er vro.

Deuet omp a-benn, da skouer, da wareziñ riblennoù ar Gwilen pa oa gwask warno evit sevel tier war an torgennoù brav a zo a-bep du dezho. Ur stourm damheñvel ouzh hini gwareziñ an aodoù diouzh a re a fell dezho dremwelloù dispar evito o-unan. O vezañ bet dilennad e ti-kêr Redon, etre 1995 ha 2001, on bet e darempred gant ar Re C'hlas ives o vezañ ezel eus Kevredad an dilennidi ekologour.

Eus petra out karget evel dilennad e Redon? Petra eo neuze da labour?

Dilennet e oan bet en-dro e ti-kêr Redon e miz Meurzh 2008. E karg on eus an obererezh sokial hag eus an diorren padus. Evit ar pezh a sell ouzh ar sokialegezh, estreget ober war-dro mont en-dro Kreizenn Oberezh Sokial an ti-kêr, e ran war-dro al lojeiz sokial hag ar vuhez e karterioù an HLMoù. Warlene em boa prientet ur c'hendalc'h gant ar c'hevredigezhioù kengred o soursial eus an dud en dienez er vro. Bremañ emaon o prientiñ ur c'hendalc'h-all gant ar c'hevredigezhioù a gas o c'henskoazell da dud ar broioù paour.

Evit eil lodenn ma labour e ran war-dro kement tra a denn d'an endro. Stad a zo ennon pa n'eus pestisid ebet ken e kêr Redon abaoe bloaz 'zo. Plantet hon eus ives, e miz Kerzu-mañ, 2000 dervenn en ur c'hoad ma oa ur c'hoad pin anezhañ a-raok. Plantet hon eus pemp spes, en o zouez 3 spes kreizdouarel evit gellout heuliañ en un doare skiantel emdroañ ar spesoù-mañ gant tommadur an hin. A-hend-all ez on bez-prezidant Bro-Redon, e-karg eus an energiezh. Emaon o paouez reiñ lañs d'ur steuñv evit an hin e Bro Redon. An hini kentañ eo evit broioù Breizh. Skoazellañ a ran ar skolioù divyezhék, ar brezhoneg gant "Ya d'ar brezhoneg", ha dre vras Danvez Breizh gant ma mignon, Gael Ar Bras, dilennad Strollad Breizh e kêr Redon ives.

Entretien

Atersadenn

Da'z soñj, petra eo pal pouezusañ Strollad Breizh d'an dilennadegoù rannvro?

A-bouez bras eo an dilennadegoù rannvro evit Strollad Breizh. Ur strollad yaouank eo. Gwelet e vo hag eñ e kresko niver an dud o votiñ evit hor mennozhioù e-skoaz dilennadegoù Europa a oa bet e Miz Mezheven diwezhañ. Pal pouezusañ Strollad Breizh eo kaout dilennidi er Rannvro. N'eo ket kousto pe gousto, evel-just ! D'an eil, kreskiñ pouez ar strollad er boblañs. Da lavaret eo bezañ sellet ouzhomp evel ur strollad na c'heller ket ober heptañ. D'an trede, kas war-raok hor mennozhioù evit Breizh petra bennak ne vije dilennad ebet ganeomp. D'ar pevare, kadarnaat hor strollad, o c'hounid muioc'h muiñañ a izili hag un niver brasoc'h a dud a-du ganeomp.

Ul labour a-stroll eo pa en em lakaomp war ar renk gant tud n'int ket izili eus ar strollad. Christian Troadec, maer Karaez, penn hol listennad "Ni ho raio Breizh", pa ne ve ken. En em zigeriñ d'ar re-all ha kenlabourat gant tud n'int ket e Strollad Breizh hol lakaio da vont war-raok. A-bouez eo hor stourm iveau pa n'eus nemedomp o kinnig ul listennad vreizhat ha war Breizh a-bezh zoken. Reiñ a reomp d'ar Vretoned gant "Ni ho raio Breizh" an tu da votiñ evit Breizh hag ur gevredigezh araokour en amzer dazont.

Diwar-benn petra e vo pouezet d'an dilennadegoù rannvro? War peseurt danvezioù vo diazezet ar prantad kabaliñ?

Fonnus ha don e vo hor programm: an ekonomiezh, ar c'hengred, tommadur an hin, ar sevenadur, ar brezhoneg er skolioù, dazont ar re yaouank er Vro. Hogen, ne vo ket trawalc'h deomp mont e-barzh ar c'hoari, rak re strizh ha re zister eo galloudouù ar Rannvro. Embann a raimp splann ma fell deomp Breizh emren hag unanet pa chomo al listennadoù-all d'ober van da grediñ e c'helljent seveniñ o fromesaoù gant galloudouù ken reuzeudig.

Un doare da douellañ an dud eo, netra ken! Goulenn a raimp treuzkas eus ar Stad d'ar Rannvro an danveziouù-mañ: an Dour, ar Sevenadur, ha kement tra a denn d'an deskadurezh divyezhk, merañ arc'hant Europa evit al labour-douar hag ar mor, gwareziñ an aodoù, an Endro, ar Surentez sokial. C'hwitet en deus Skipailh Le Drian war unvaniezh Breizh. Ni a fell deomp ma vo unanet Breizh en-dro a-raok an dilennadegoù a vo e 2014. Ar pevar vloaz o tont a vo bloavezhoù a-bouez evit ober an dibaboù ret evit dazont Pobl Vreizh.

Penaos e vo savet ur prantad kabaliñ efedus war hon danvezioù e tal diroll an UMP/PS?

Arabat eo disoñjal al listennad "Europa Ekologiezh Breizh" iveau. Kalzig a dud, dedennet gant Breizh, o deus c'hoant, hiriv an deiz, da votiñ eviti pe evit listennad Jean-Yves Le Drian zoken. Deomp-ni e vo da zisplegañ ervat ez eus div dro da votiñ. An dro gentañ o vezañ evit difenn hor mennozhioù. An eil tro da votiñ pe da chom hep votiñ evit lakaat ur skipailh e penn ar Rannvro. Penaos muzuliañ pouez ar youl vreizhat er mouezhoù a vo tapet gant ar strolladoù gall? Dic'hallus a-grenn! Disoc'h hol listennad a servijo evel ur gwrezverker politikel d'ar stourm evit Breizh. Votiñ evit ar PS pe evit Europa Ekologiezh Breizh a vefe koll mouezhoù. Ha ne gomzan ket diwar-benn listennad UMP a zo an hini dostañ ouzh gallout kreizennour Pariz d'ar mare-mañ.

Evit ar pezh a sell ouzh hor programm, ken klok e vo hag hini al listennadoù-all. Ni a lavaro splann ne c'hell ket an dilennidi rannvro ober kalz a dra gant an nebeut a c'halloudoù hag a arc'hant a vez gant ar rannvroioù gall. Douetus bras, graet e vo bruderez ar forzh pegement gant ar skinwelou hag ar c'hazetennoù evit al listennadoù gall ha parizian. Deomp-ni da vezañ niverus ha dizehan war an dachenn. Kroget e vo ar prantad kabaliñ gant ur sonadeg skoazell d'ar 18 a viz C'hwevrer e Roazhon, gant arzourien a-bep seurt doare sonerezh ganto, hengounel kenkoulz ha rok. C'hoant hon eus reiñ lañs d'hol listennad gant startijenn ar re yaouank. An dilennadegoù o tont, anat eo, a vo digor frank d'ar Vretoned Yaouank. Bec'h dezhi, enta !

Mouvement des jeunes du Parti Breton, créé en 2007, nous voulons doter la Bretagne des institutions nécessaires à son développement et en faire une composante à part entière d'une Europe politique, à l'image de nations comme l'Irlande, la Slovénie ou l'Ecosse et la Catalogne.

Dans le respect des sensibilités de chacun, qui se situent du centre-gauche au centre-droit, nous souhaitons rassembler les Jeunes de Bretagne autour d'un projet réformateur, démocrate et écologiste.

Nous avons déjà mené plusieurs campagnes de sensibilisation, notamment sur les problèmes environnementaux (bétonnage des côtes, marées noires) et les réformes des universités.

Coordonnées

Les Jeunes Bretons / Parti Breton**BP 50403 - 56104 Lorient cedex****Web : jeunes.partibreton.org****Email : jeunes@partibreton.org****Kevin JEZEQUEL** Porte parole 06 82 96 74 01**Guillaume TELOHAN** Secrétaire 06 70 80 63 87**Gwenole AR GOV** Relations internationales 06 70 35 10 61**Directeur de publication** : Kevin JEZEQUEL**Rédacteur en chef** : Stéphane DUBOIS**Comité de rédaction** : Stéphane DUBOIS, Kilian GASTINGER, Alexandre AR GALL, Rémi LE ROUX, Kevin JEZEQUEL, Jean-Pierre ANGOUJARD.**Direction artistique** : Gwenole AR GOV**Crédits photos** : Jeunes Bretons, Stered.

"Nous te ferons Bretagne"

Le Maire, divers gauche, de Carhaix, Christian Troadec, est tête de liste aux prochaines élections régionales de mars 2010. Cette liste de progrès, intitulée «Nous te ferons Bretagne», comprend des artisans, ouvriers, étudiants, agriculteurs, commerçants, marins, enseignants... des syndicalistes, des personnes reconnues pour leur action sur le terrain.

Liste en dehors des partis traditionnels, elle a pour ambition de donner un nouveau souffle à la Bretagne, d'obtenir sa réunification, de lancer un véritable et réel plan de reconquête de la langue bretonne, de mettre fin aux problèmes catastrophiques de pollution par une véritable politique écologique adaptée à la Bretagne (fin des algues vertes...) mais aussi de créer les conditions d'un rééquilibrage du territoire, d'obtenir le maintien des services publics, tout particulièrement dans les zones fragilisées et de redonner espoir et confiance en terme d'avenir aux Bretonnes et aux Bretons dans le domaine de l'emploi et de l'économie.

La liste «Nous te ferons Bretagne», estime enfin, que les Bretonnes et les Bretons sont en mesure de prendre eux-mêmes leur destin en main loin des appareils parisiens.

Avec le soutien du Parti Breton, de la Gauche alternative, du mouvement « Sous le Chêne Vert », d'élus écologistes, de syndicalistes, d'ouvriers, d'artisans et de centaines de personnes investies sur le terrain.

